



rapport de gestion trimestriel

T1
2007

leader mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement
ans le traitement écologique des ordures ménagères_ une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement écologique des
r mondial dans le traitement écologique des ordures ménagères_une approche socialement responsable_ leader mondial dans le traitement des o

Période terminée le 31 mars 2007

1. MESSAGE DU PRÉSIDENT

La Société a finalisé son importante restructuration financière au cours du présent trimestre, laquelle fut amorcée au printemps 2006. Cette restructuration lui permet maintenant de présenter une structure financière solide, un des éléments essentiels de la réalisation de son plan d'affaires. Conporec a ainsi éliminé 12,9 M\$ de sa dette qui s'établit maintenant à seulement 563 K\$.

Au cours du trimestre, la Société a annoncé la signature prochaine d'un nouveau contrat de 12 000 tonnes par année pour son usine de Sorel-Tracy en provenance de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska. Ce contrat devrait contribuer à améliorer la rentabilité de cette usine avec des revenus supplémentaires de plus de 1 M\$ par an.

Au plan national, plusieurs organisations municipales du Québec et de l'Ontario s'intéressent à la technologie de Conporec. La Société a annoncé son projet d'acquisition d'une partie du Parc La Prade dans la région de Bécancour pour y construire une nouvelle usine de traitement des déchets organiques d'une capacité de 40 000 tonnes. La concrétisation de ce projet de 9 M\$ est assujettie à l'obtention d'un financement à des conditions avantageuses. La réalisation de ce projet permettra à la Société d'améliorer sensiblement ses résultats et également de démontrer, encore une fois, l'efficacité de ses technologies.

Au niveau international, le projet de Tournan-en-Brie en France demeure toujours suspendu en raison des discussions entourant l'émission du permis de construction. On prévoit la reprise des travaux au cours des prochains trimestres. Le projet de l'Australie, signé à l'automne 2006, est toujours en négociation avec les partenaires afin de finaliser le financement prévu pour le second trimestre 2007.

2. ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION POUR LE TRIMESTRE SE TERMINANT LE 31 MARS 2007 (EN DATE DU 18 MAI 2007)

2.1 INTRODUCTION

L'analyse financière de la direction qui suit comprend la revue des résultats financiers consolidés de Conporec inc. (la « Société »). Elle doit être lue de concert avec les états financiers consolidés de la Société et les notes afférentes pour la période terminée le 31 décembre 2006. Les résultats ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (PCGR canadiens), et sont en dollars canadiens. Les états financiers consolidés au 31 mars 2007 décrits dans ce rapport n'ont pas fait l'objet d'une vérification par les vérificateurs de la Société.

2.2 ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Cette analyse financière de la direction contient des énoncés prospectifs. Tous les énoncés, sauf les énoncés de faits historiques, qui figurent dans la présente analyse financière de la direction sont des énoncés prospectifs. Les actionnaires peuvent repérer bon nombre de ces énoncés par l'utilisation de termes comme « estime », « entend », « pourrait », « peut », « est susceptible », « projette », « prévoit », « continue » ou autres termes semblables ou de la forme négative de ceux-ci. Rien ne garantit que les projets, les intentions ou les prévisions sur lesquels se fondent les énoncés prospectifs seront réalisés. Les énoncés prospectifs sont assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses, y compris ceux qui sont traités ailleurs dans la présente analyse financière de la direction. Bien que la Société estime que les prévisions représentées par ces énoncés prospectifs sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. La rubrique « Risques et incertitudes » présente les risques pouvant avoir un effet sur les résultats futurs et pouvant faire en sorte que les résultats diffèrent beaucoup de ceux prévus dans les énoncés prospectifs.

Les renseignements qui figurent dans la présente analyse financière de la direction présentent d'autres facteurs pouvant avoir un effet sur les résultats d'exploitation et de rendement de la Société. Nous vous prions d'étudier ces facteurs avec soin.

Les énoncés prospectifs qui figurent aux présentes sont présentés sous réserve entière du présent avertissement. Les énoncés prospectifs inclus dans la présente analyse financière de la direction sont donnés en date de la présente analyse financière de la direction et la Société ne s'engage ni à actualiser ni à réviser publiquement ces énoncés prospectifs afin qu'ils tiennent compte de nouveaux renseignements, d'événements subséquents, de résultats, de circonstances ou autrement.

2.3 INFORMATION ADDITIONNELLE

Toute référence au « BAIIA » dans ce document signifie le bénéfice avant les intérêts, les impôts sur les bénéfices et l'amortissement. Le BAIIA n'est par un terme défini par les PCGR canadiens mais la Société croit que la présentation de BAIIA améliore la compréhension des conditions financières, des résultats d'opérations et de ses liquidités car BAIIA est utilisé par la Société pour satisfaire ses obligations concernant sa dette bancaire, ses achats d'immobilisations et autres besoins opérationnels, ainsi que ses besoins de financement pour son développement.

2.4 INFORMATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant représente l'information financière en ce qui a trait aux résultats financiers de la Société depuis qu'elle est devenue publique. Les données annuelles proviennent de l'information financière détaillée contenue dans les états financiers consolidés vérifiés de la

Société et les notes les accompagnant, tandis que les données trimestrielles proviennent des états financiers consolidés non vérifiés de la Société et les notes les accompagnant.

Information financière comparative

(en milliers de dollars canadien, sauf montant par action)

	Année 2006 (vérifiées)	Année 2005	T1-2007	T4 - 2006	T3 - 2006 (non vérifiés)	T2 - 2006	T1 - 2006
Revenus	8 004 \$	10 264 \$	1 803 \$	2 724 \$	1 367 \$	1 832 \$	2 081 \$
Frais d'exploitation directs	6 652 \$	8 166 \$	1 394 \$	2 196 \$	1 367 \$	1 047 \$	2 042 \$
Marge brute	1 352 \$	2 097 \$	409 \$	528 \$	- \$	785 \$	39 \$
Frais de vente et administration	4 322 \$	3 401 \$	1 063 \$	1 116 \$	1 211 \$	1 067 \$	928 \$
Baïia	(2 970) \$	(1 304) \$	(654) \$	(588) \$	(1 211) \$	(282) \$	(889) \$
Frais financiers	883 \$	665 \$	191 \$	211 \$	226 \$	227 \$	219 \$
Amortissement	692 \$	544 \$	165 \$	183 \$	163 \$	174 \$	172 \$
Gain sur radiation de dettes et débetures:	- \$	- \$	(6 924) \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Autres postes (1)	(19) \$	354 \$	- \$	(182) \$	23 \$	140 \$	- \$
Bénéfice (perte) net	(4 526) \$	(2 867) \$	5 913 \$	(800) \$	(1 623) \$	(823) \$	(1 280) \$
Bénéfice (perte) net par action	(0,08) \$	(0,06) \$	0,06 \$	(0,01) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	(0,02) \$
Moyenne pondérée d'actions (milliers)	58 618	44 625	98 293	65 226	60 178	57 343	52 884
Flux de trésorerie liée aux activités d'exploitation	(3 064) \$	(1 094) \$	(1 607) \$	62 \$	(1 318) \$	110 \$	(1 918) \$
Actifs totaux	20 089 \$	17 608 \$	21 758 \$	20 089 \$	17 264 \$	16 199 \$	19 234 \$
Total des dettes et débetures	13 258 \$	12 672 \$	563 \$	13 258 \$	13 158 \$	13 547 \$	13 737 \$
Capitaux propres	1 756 \$	(714) \$	16 715 \$	1 756 \$	(1 005) \$	(1 004) \$	(281) \$

(1) Perte résultant d'un sinistre et dépense d'impôt.

2.5 ANALYSE DES RÉSULTATS DU 1^{ER} TRIMESTRE 2007

Le tableau suivant présente les résultats du 1^{er} trimestre de 2007 se terminant le 31 mars 2007 et les compare à ceux du trimestre correspondant de 2006.

Résumé des résultats trimestriels - Périodes de 3 mois terminées les 31 mars 2007 et 2006

	Premier trimestre 2 007	2 006	Augmentation (Diminution)	%	Note
Revenus	1 802 781	2 081 717	(278 936)	-13,4%	2.5.1
Frais d'exploitation directs	1 393 821	2 042 280	(648 459)	-31,8%	2.5.2
Marge brute	408 960	39 437	369 523	937,0%	2.5.3
Frais de vente et administration	1 063 337	928 117	135 220	14,6%	2.5.4
Baïia	(654 377)	(888 680)	234 303	26,4%	2.5.5
Bénéfice (perte) net	5 913 319	(1 279 895)	7 193 214	562,0%	2.5.6
Bénéfice (perte) net par action	0,06	(0,02)	0,08		

2.5.1 REVENUS

Les revenus de la Société ont affiché une baisse de 279 K\$ par rapport au trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est essentiellement attribuable à la suspension des travaux de modernisation d'une usine de tri-compostage à Tournan-en-Brie en banlieue de Paris depuis février 2006. Les autres contrats avec la MRC du Bas-Richelieu et celui de la Ville de Toronto poursuivent leur cours de telle sorte que les revenus du premier trimestre reposent uniquement sur les opérations de l'usine de Sorel-Tracy.

2.5.2 FRAIS D'EXPLOITATION DIRECTS

Les frais d'exploitation directs ont diminué de 648 K\$ ou de 31,8 % par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Cette amélioration est due à l'arrêt du projet Tournan-en-Brie, à une meilleure performance de l'usine de Sorel-Tracy et à des frais inférieurs d'entretien et de réparation, cela malgré des augmentations des coûts de l'énergie. De plus, la Société a procédé à l'achat de certains équipements au lieu de les louer, ce qui a contribué à diminuer ses coûts d'opérations.

2.5.3 MARGE BRUTE

Conséquemment aux éléments mentionnés précédemment, la Société a amélioré sa marge brute de 370 K\$ au cours du premier trimestre 2007. Ainsi, elle est passée de 1,9 % des revenus en 2006 à 22,7 % des revenus en 2007. À ce chapitre, la Société vise à atteindre 30 % au cours des prochains mois en augmentant le volume traité et en effectuant une modernisation de certains équipements, suite à des investissements prévus de plus de 500 K\$ à son usine de Sorel-Tracy dans les prochains mois.

2.5.4 FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

La Société a enregistré une augmentation de 135 K\$ ou de 14,6 % de ses frais de vente et d'administration au cours du premier trimestre 2007 par rapport à celui de 2006. Cette hausse s'explique principalement par des honoraires professionnels liés au développement des affaires tant au niveau national qu'au niveau international ainsi que quelques honoraires reliés à la restructuration financière.

2.5.5 BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS, INTÉRÊTS ET AMORTISSEMENT (BAIIA)

La Société a réduit ses pertes d'exploitation de manière importante, soit de 234 K\$ ou de 26,4 % par rapport au trimestre correspondant de 2006. Néanmoins, elle termine son premier trimestre avec un BAIIA négatif de 654 K\$. La lente amélioration du bénéfice est le résultat des efforts de rationalisation au niveau des coûts de production et d'opération à l'usine de Sorel-Tracy. De plus, au cours des prochains trimestres, d'autres contrats devraient venir améliorer cette situation tels que ceux de l'Australie, de Tournan-en-Brie et éventuellement celui de Bécancour-Nicolet-Yamaska.

2.5.6 BÉNÉFICE (PERTE) NET

La Société termine son trimestre avec un bénéfice avant impôts de 5,9 M\$, lequel provient essentiellement d'un gain non-récurrent provenant de la radiation de dettes et débetures. La "note 3" des états financiers consolidés non vérifiés du 31 mars 2007, explique en détail les radiations obtenues sur les différents prêts et débetures de la Société. Cette restructuration financière majeure a eu pour effet d'éliminer la presque totalité des dettes de la Société, soit 12,9 M\$ ainsi que d'importants frais financiers qui en 2006 ont totalisé près de 900 K\$. En outre, cette radiation importante n'implique pas le paiement d'impôts compte tenu des pertes importantes accumulées au cours des dernières années. Bref, cette radiation permet à la Société de reconnaître pour ce trimestre, un bénéfice net par action de base de 0,06 \$ et de 0,05 \$ par action sur une base pleinement diluée.

2.5.7 FLUX DE TRÉSORERIE

2.5.7.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les activités d'exploitation ont absorbé 828 K\$ au cours des trois premiers mois de l'année avant variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement, ce qui se compare favorablement au trimestre de l'exercice précédent avec des activités négatives de 1 015 K\$.

2.5.7.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

La Société a réalisé des investissements en immobilisations de près de 900 K\$ dont la majorité sont associés aux travaux préparatoires reliés à l'acquisition du Parc La Prade dans la région de Bécancour. Le coût total d'achat du parc ainsi que les travaux à être réalisés sont estimés à 9 M\$, dont près de 3 M\$ pour l'acquisition du parc avec les bâtisses déjà présentes.

2.5.7.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Au cours du présent trimestre, Conporec a finalisé le placement de 11,5M\$ amorcé au dernier trimestre de 2006 avec une injection de 7,5 M\$ dans le fonds de roulement de la Société par le biais d'un placement privé correspondant à 35 714 286 d'unités, chaque unité comprenant une action ordinaire au prix de 0,21 \$ et un bon de souscription permettant de souscrire dans le capital-actions pendant 24 mois à 0,23 \$. Les frais d'émission reliés à cette transaction ont été de 521 K\$.

Par ailleurs, c'est au cours de ce trimestre que l'on a procédé aux remboursements de la quasi-totalité des dettes à terme de la Société. L'augmentation des dettes à terme de 167 K\$ provient du financement obtenu à l'achat de certains équipements requis à l'usine de Sorel-Tracy. Suite à tout cela, les espèces et quasi-espèces à la fin du trimestre étaient de 5,0 M\$.

2.5.8 SITUATION FINANCIÈRE

La Société présente des liquidités de 5,0 M\$ au 31 mars 2007 comparativement à 4,3 M\$ au 31 décembre 2006. Le fonds de roulement est de 4 750 K\$, soit un ratio de 2,02 fois. Les immobilisations corporelles se sont accrues de 755 K\$ au cours du trimestre en raison des travaux réalisés à la nouvelle usine de Bécancour. Ces dépenses d'immobilisations ont été financées entièrement par le fonds de roulement de la Société. Les dettes ne totalisent plus que 398 K\$ dont 126 K\$ seront remboursées au cours des prochains douze (12) mois. Quant aux débetures, il ne reste plus que celle détenue par Développement Économique Canada d'un montant de 164 K\$ dont 33 K\$ sera remboursable d'ici le 31 décembre 2007. Il faut se rappeler qu'au 31 décembre 2006, les dettes et les débetures totalisaient 13,3 M\$.

En ce qui a trait aux capitaux propres, ils se sont accrues de près de 15,0 M\$ au cours du 1^{er} trimestre 2007, grâce à la radiation de dettes de 6,9 M\$ et à l'injection de 7,5 M\$ de nouveaux capitaux. Ainsi, la Société présente actuellement une bonne structure financière avec un avoir des actionnaires de 16,7 M\$, des dettes et débetures à terme de seulement 562 K\$ et un fonds de roulement de 4,8 M\$. Depuis le 1^{er} janvier 2007, l'actif total est passé de 20,1 M\$ à 21,8 M\$.

2.6 CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale est autorisé.

	Nombre	Montant
Solde au 31 décembre 2006	82 390 214	17 985 929 \$
Émission d'actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé	35 714 286	3 925 000 \$
Émission d'actions ordinaires dans le cadre de règlement de dettes et débetures	8 319 631	2 079 908 \$
Solde au 31 mars 2007	126 424 131	23 990 837 \$

Le 21 février 2007, Conporec a émis 35 714 286 unités en échange d'un montant de 7 500 000 \$, soit au prix de 0,21 \$ l'unité. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de Conporec et d'un bon de souscription qui donne droit à son détenteur de souscrire une action ordinaire de Conporec à un prix de 0,23\$ l'action au plus tard le 21 février 2009. Une valeur de 3 575 000 \$ a été attribuée aux bons de souscription.

Le 21 mars 2007, Conporec a obtenu quittance de ses principaux créanciers, soit Desjardins et Investissement Québec, permettant d'éliminer des dettes et débentures de son bilan pour un montant total de 12 558 534 \$. En contrepartie, Conporec a versé un paiement comptant de 3 750 000 \$ plus les intérêts courus et a procédé à l'émission de 7 519 631 actions ordinaires de son capital d'une valeur de 0,25 \$ chacune, pour une valeur de 1 879 908 \$.

Le 23 mars 2007, Conporec a obtenu quittance pour la débenture non garantie du Centre local de Développement du Bas-Richelieu, permettant d'éliminer une débenture d'une valeur de 345 529 \$ de son bilan, en contrepartie de l'émission de 800 000 actions ordinaires de son capital d'une valeur de 0,25 \$ chacune pour une valeur de 200 000 \$.

2.7 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La Société n'a pas recours à aucun instrument de couverture des risques de change ou des risques d'autres natures.

2.8 ARRANGEMENTS HORS-BILAN

La Société n'a aucun arrangement significatif hors-bilan si ce n'est que des baux qui nécessiteront les déboursés suivants en 2007 : 59 286 \$ et en 2008 : 79 256 \$.

2.9 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES

Le tableau suivant présente les opérations entre apparentées.

	31 mars 2007	31 mars 2006
Opération avec des actionnaires		
Frais d'exploitation directs	7 500	118 910
Intérêts sur la dette à long terme	-	100 615
Immobilisations corporelles	445 000	-
Opération avec des sociétés contrôlées par des administrateurs		
Frais d'exploitation	-	531

Ces opérations ont lieu dans le cours normale des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange, qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

À la fin de la période, les crédateurs et les frais courus incluent des montant dus aux apparentés qui se détaillent comme suit:

	31 mars 2007	31 décembre 2006
Actionnaires	-	-
Sociétés contrôlées par des administrateurs	-	22 678
	-	22 678

2.10 CONVENTIONS COMPTABLES

Les principales politiques adoptées par la Société sont inscrites à la "note 2" des états financiers consolidés vérifiés au 31 décembre 2006. La Société a adopté les modifications suivantes au 1^{er} trimestre de 2007.

- a) Le chapitre 3855, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*, établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Tous les actifs financiers, sauf ceux classés comme détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances, et tous les instruments financiers dérivés doivent être mesurés à leur juste valeur. Tous les passifs financiers classés comme détenus à des fins de transaction doivent être mesurés à leur juste valeur. Sinon, ils sont mesurés au coût. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.
- b) Le chapitre 1530, *Résultat étendu*, et le chapitre 3251, *Capitaux propres*. Le résultat étendu représente la variation, au cours d'une période, de l'actif net d'une entreprise découlant d'opérations et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les actionnaires de l'entreprise. Il comprend des éléments qui seraient normalement exclus du bénéfice net, notamment les variations de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes et les gains ou pertes non réalisés sur des placements disponibles pour la vente. Ce chapitre établit comment présenter et divulguer le résultat étendu et ses composantes. Le chapitre 3251, *Capitaux propres*, remplace le chapitre 3250, *Surplus*, et décrit les normes concernant la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres qui découlent des nouvelles exigences du chapitre 1530, *Résultat étendu*. À la suite de l'adoption de ces normes, les états financiers consolidés incluent maintenant un résultat étendu. Les états comparatifs sont retraités pour tenir compte des conséquences de l'application de ce chapitre sur les variations des soldes de l'écart de conversion liées à des établissements étrangers autonomes.
- c) Le chapitre 3865, *Couvertures*, précise dans quelles circonstances il convient d'appliquer la comptabilité de couverture. L'objectif de la comptabilité de couverture est d'assurer que tous les gains, pertes, produits et charges liés à un dérivé et à l'élément qu'il couvre sont comptabilisés à l'état des résultats au cours de la même période. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2.11 UTILISATION D'ESTIMATION

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux PCGR canadiens. Lors de la préparation de ses états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers consolidés ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumés ci-après.

2.11.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET ACTIF INCORPOREL À DURÉE DE VIE LIMITÉE

Les immobilisations corporelles et l'actif incorporel à durée de vie limitée en provenance de Biomax en 2005, sont comptabilisés au coût et amortis sur leur durée de vie estimative, ce qui représente la période pendant laquelle nous estimons que l'actif contribuera aux flux de trésorerie futurs de la Société. L'utilisation d'hypothèses différentes sur la durée de vie pourrait donner lieu à des valeurs comptables différentes.

2.11.2 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

Les actifs à long terme sont passés en revue pour déterminer s'ils ont subi une dépréciation quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation plus sa valeur résiduelle. Si l'on considère que la valeur d'un actif a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

2.11.3 RÉMUNÉRATION ET AUTRES PAIEMENTS À BASE D' ACTIONS

Une charge de rémunération liée à l'attribution d'options d'achat d'actions est calculée selon la méthode fondée sur la juste valeur à l'aide du modèle d'évaluation Black-Scholes. La Société envisage des estimations et des hypothèses concernant le taux d'intérêt sans risque, la durée prévue et la volatilité prévue de manière à établir la juste valeur des options. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour la charge de rémunération.

La direction de la Société doit poser diverses hypothèses qui peuvent affecter les résultats de l'évaluation des options, considérant que la Société a peu de données historiques sur son titre. En conséquence, la Société a utilisé des hypothèses selon son meilleur jugement en utilisant des comparaisons sur le marché et d'autres sources d'informations disponibles.

2.12 ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

La Société est à finaliser l'acquisition d'un terrain et bâtiments situés dans le Parc industriel La Prade à Bécancour dans le but de transformer les bâtiments en une usine de valorisation des résidus organiques. Elle a obtenu toutes les autorisations réglementaires pour se faire. Le coût total de l'achat du terrain et bâtiments sera de 2 670 000 \$.

2.13 CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Au cours du premier trimestre terminée le 31 mars 2007, aucun changement n'a été apporté aux contrôles et procédures internes de la Société.

2.14 FACTEURS DE RISQUE

Les facteurs de risque dont fait face la Société sont définis dans le rapport annuel 2006 à la section 2.17.

2.15 ÉVENTUALITÉS

De temps à autre, la Société est partie à des litiges dans le cours normal de ses activités. Au 31 mars 2007, la Société n'a aucun motif de s'attendre à ce que l'issue de poursuites judiciaires en cours ait des répercussions défavorables importantes sur sa situation financière, sur les résultats de son exploitation ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales.